Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 265

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 18 novembre 1950** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 luglio 1950, n. 886.
Trattato di amicizia, di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Grecia.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Trattato di amicizia, commercio e navigazione fra l'Italia e la Grecia, concluso a San Remo il 5 novembre 1948.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Trattato suddetto a decorrere dalla sua entrata in vigore.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 luglio 1950

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — LOMBARDO — SCELBA — VANONI — PACCIARDI — D'ARAGONA — TOGNI — SIMONINI — PICCIONI

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre l'Italie et la Grèce

Le Président de la République Italienne et Sa Majesté le Roi des Hellènes, animés d'un égal désir de renouer la tradition et resserrer les liens d'amitié entre leurs deux Pays et d'en développer les relations économiques, commerciales et maritimes, ont résolu de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation sur la base des principes de l'égalité de traitement avec les nationaux et de la nation la plus favorisée et ont désigné, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République Italienne:
Son Excellence Monsieur Carlo SFORZA, Ministre des Affaires Etrangères

et

Sa Majesté le Roi des Hellènes:
Son Excellence Monsieur Constantin TSALDARIS, Vice-Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1.

Il y aura paix et amitié perpétuelle entre l'Italie et la Grèce.

Art. 2

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous les différends, de quelle nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre Elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, seront soumis à une procédure de règlement pacifique dans les conditions qui seront fixées par une convention spéciale.

Art. 3

Sous réserve des dispositions des lois de police, d'ordre et sûreté publique et de défense nationale qui sont applicables à tous les étrangers, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes peuvent entrer librement dans le territoire de l'autre Partie, en sortir, voyager, s'établir sur le territoire et y séjourner aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils jouiront sur le territoire de l'autre, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, de la même protection que les nationaux.

Au cas où l'une des Parties contractantes déciderait d'interdire l'accès d'une zone déterminée du Pays, il est entendu que cette interdiction ne serait appliquée aux ressortissants de l'autre Partie qu'à la condition que la dite mesure soit valable pour tous les ressortissants étrangers.

Art. 4

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront de plein droit sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits civils, l'exercice du commerce, de l'industrie, des professions et des métiers, sous condition de réciprocité.

Art. 5

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront dans le territoire de l'autre Partie les mêmes droits que les nationaux de posséder et louer toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, de l'acquérir et d'en disposer par vente, échange, donation, testament ou d'autre manière, ainsi que d'hériter *ab intestato* sans payer des taxes ou impôts autres ou plus élevés, que les nationaux. Sont toutefois réservées — en ce qui concerne l'acquisition, la possession et l'usage des biens immeubles — les exceptions et restrictions établies pour les étrangers par la législation des Hautes Parties contractantes à l'égard de la sûreté de l'Etat et qui sont applicables aux ressortissants de tout autre Etat. En tout cas aucune des Hautes Parties contractantes ne sera obligée à concéder, en cette matière, aux ressortissants de l'autre, des droits plus étendus que ceux qui seraient en fait concédés à ses nationaux dans le territoire de cette dernière Partie.

Art. 6

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne prendre vis-à-vis des biens, droits et intérêts légalement possédés sur son territoire par les ressortissants

de l'autre Partie aucune mesure de disposition, limitation, restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, qui ne serait pas applicable dans les mêmes conditions à ses nationaux, ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour les indemnités auxquelles ces mesures donneront lieu.

Art. 7

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du même traitement que les nationaux en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens. A cet effet les ressortissants, les personnes juridiques et les sociétés civiles et commerciales de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre libre et facile accès devant les Tribunaux à tous les degrés de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits et intérêts. Ils jouiront à cet égard des mêmes droits et avantages que les nationaux. Ils ne seront pas astreints, conformément au chapitre IIIème de la Convention de la Haye du 17 juillet 1905, sur la procédure civile, à fournir la *cautio judicatum solvi* en se soumettant, toutefois, aux règles contenues dans ladite Convention et relatives à l'exécution des condamnations aux frais de justice. Ils jouiront en outre de l'assistance judiciaire gratuite, suivant les conditions du chapitre IVème de la même Convention.

Art. 8

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre et de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'equivalent d'un des services personnels dont ci-dessus et de toute réquisition et prestation militaire. Seront toutefois exceptées les charges qui sont connexes à la possession ou à la location des immeubles, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires, auxquelles les nationaux peuvent également être appelés à se soumettre en qualité de propriétaires ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas les intérêts des ressortissants de chacune des Parties jouiront, en ce qui concerne les compensations et indemnités et la fixation des prix de réquisition, de la même protection accordée en pareil cas aux nationaux.

Il est, en outre, entendu que, en ce qui concerne les matières ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties ne seront jamais traités dans le territoire de l'autre d'une manière moins favorable que les ressortissants de tout autre Etat.

Art. 9.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que se soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux, dans des situations identiques; ils bénéficieront notamment, dans les mêmes conditions que les nationaux, des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, tant que ces taxes seront perçues sur les autres étrangers. Le taux de ces taxes ne pourra pas être supérieur à celui des taxes perçues sur les ressortissants de tout autre Etat.

Art. 10.

Les sociétés civiles et commerciales (industrielles, financières, bancaires, d'assurances, de transport, etc.) ainsi que les établissements publics d'assurances et autres en tant qu'ils exercent sur le territoire de l'autre Partie une activité de caractère exclusivement commercial, régulièrement constitués sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, et y ayant leur siège social, seront reconnus de plein droit par l'autre Partie comme existant régulièrement.

La légalité de la constitution de ces sociétés et établissements et leur capacité d'ester en justice, ainsi que celles de leurs succursales et agences, seront déterminées d'après leur statut et la loi du pays où ces sociétés et établissements ont été constitués.

Ils pourront s'établir, créer des filiales, succursales et agences et exercer toute activité industrielle et commerciale, suivant les modalités, limitations et conditions établies par les lois en vigueur et qui sont applicables aux sociétés et établissements de tout autre pays.

Lesdites sociétés et établissements n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie des impôts, droits ou taxes, ni autres ni plus élevés, que ceux perçus sur les nationaux.

Art. 11.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux Pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit sur la production d'une carte de légitimation et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre Pays de faire dans ce Pays les achats pour leurs commerce, fabrication ou autre entreprise et d'y rechercher des commandes avec ou sans échantillons chez les producteurs et commerçants, sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe, pourvu que leur séjour dans le pays respectif ne dépasse pas six mois par an. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela serait permis aux voyageurs de commerce de tout autre Pays.

La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie conformément au modèle indiqué dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités compétentes à délivrer les cartes de légitimation.

Ce document est valable pour le cours de l'année solaire pour laquelle il a été délivré.

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront dans chacun des deux Pays, admis temporairement en franchise de droit, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation.

Art. 12.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que, réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement, pour tout ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits, les formalités douanières, l'importation et l'exportation des marchandises, le transit, la réexportation, l'entreposage, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'Elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir à tout autre Etat, seront étendus immédiatement et sans conditions, à l'autre Partie contractante.

En application de ce principe, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire d'une des Hautes Parties contractantes ne seront soumis, à l'importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits similaires de la nation la plus favorisée.

De même à l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu en Grèce, et à l'exportation vers la Grèce, il ne sera perçu en Italie, des droits de sortie ou taxes autres ou plus élevés que ceux perçus à l'exportation vers le pays le plus favorisé.

Art. 13.

Les dispositions de l'article 12 ne sont point applicables:

a) aux faveurs spéciales que chacune des Hautes Parties contractantes aurait accordées ou accorderait à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière;

b) aux obligations imposées à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes par les engagements assumés dans le cadre d'une union douanière, d'un accord économique régional ou d'un régime similaire, y compris ceux découlant des accords provisoires conclus dans ce but:

c) aux obligations imposées à l'une des Hautes Parties contractantes par des accords économiques ou douaniers multilatéraux dont elle serait Partie et auxquels l'autre Partie contractante pourrait adhérer;

d) aux avantages spéciaux que la République Italienne aurait déjà accordés ou qu'elle accorderait à l'avenir à la République de San Marino, à la Cité du Vatican ou à des territoires ayant un Statut juridique spécial, internationalement reconnu.

Art. 14.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver leur commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

a) dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

b) pour des raisons de sûreté publique;

c) pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

d) afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions, qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport, ou la consommation, à l'intérieur, des machandises indigènes similaires;

e) par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Art. 15.

Les dispositions de l'art. 14 ne portent aucune atteinte aux prohibitions ou restrictions quantitatives des importations et exportations de marchandises adoptées en voie temporaire par les Hautes Parties contractantes à la date du présent Traité en vue de sauvegarder l'équilibre de leurs balances des payements. Ces restriction pourront être aménagées toutes les fois qu'il sera nécessaire.

Les Hautes Parties contractantes appliqueront, toutefois, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus libérale.

En outre dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi de dérogations ou la fixation de contingents seront examinés sur demande de l'autre Partie contractante, de façon à n'affecter que le moins possible les relations commerciales entre les deux Pays.

En tout cas, l'importation d'échantillons ainsi que de marchandises en petite quantité aux effets du commerce sera toujours consentie.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent également à ne pas s'opposer à l'importation de petites quantités d'un produit nécessaire pour l'obtention ou la protection des brevets d'invention, marques de fabrique, droits d'auteur et autres droits similaires.

Art. 16.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce et d'industrie, dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement

que le pays destinataire aura agréé, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière.

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale, à cela autorisée, le Gouvernement du Pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par l'autorité diplomatique du pays ou par l'autorité consulaire compétente dans le lieu duquel proviennent les marchandises. Les deux Gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa serait exigé.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Art. 17.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à admettre les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels de l'autre pays, comme preuve que les produits naturels ou fabriqués d'origine du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, a toute vérification utile nonobstant la production du certificat d'analyse.

La procédure établie par chaque Gouvernement pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons ainsi que les modèles des certificats seront notifiés à l'autre pays et agréés par lui.

La liste des laboratoires officiels, chargés dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse, sera notifiée par chacun des deux Gouvernements à l'autre, dans le plus bref delai à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

Art. 18.

Aucun droit intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations, grevant actuellement ou à l'avenir, la production, la fabrication ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre, que pour les produits similaires indigènes.

Art. 19.

Les Hautes Parties contractantes se concédent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires par chemin de fer, aussi bien que par cours d'eau navigable, par canaux et par voie de l'air; et ceci pour les personnes, les marchandises, les wagons de chemin de fer, les automobiles, les navires, les aéronefs et pour le service postal.

En ce qui concerne la circulation des wagons de chemin de fer les Hautes Parties contractantes reconnaissent applicables dans leurs territoires respectifs les dispositions du Règlement pour l'usage réciproque des *wagons de chemin de fer en service international revisé* à Copenhague le 4 septembre 1947

Les marchandises de toute nature, venant de l'une des Hautes Parties contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées, rechargées et réemballées.

Il est entendu que les marchandises de provenance quelconque, qui transitent par le territoire d'une des Hautes Parties contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou des entrepôts, ne seront pas soumises, à leur entrée dans le territoire de l'autre, à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus, si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été ou transbordées ou réemballées dans un entrepôt.

Si une des Hautes Parties contractantes accorde des avantages plus étendus, que ceux prévus par le présent Traité, à un pays n'ayant pas d'accès direct à la mer, tels avantages pourront être limités au pays indiqué.

Art. 20.

En ce qui concerne la protection réciproque des brevets d'invention, des échantillons et modèles industriels, des marques commerciales et de fabrique, des noms et raisons industriels, de la propriété littéraire et artistique, les Hautes Parties contractantes appliqueront sur leurs territoires respectifs les dispositions des Conventions multilatérales concernant ces matières, dont elles sont signataires.

Il est convenu, en outre, que les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété littéraire, industrielle, artistique et les marques de commerce et de fabrique, sous condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet par la législation du Pays.

Art. 21

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes, dans les ports de l'autre, seront traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, et cela tant par rapport aux droits et taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que par rapport au placement de ces navires, leurs chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs equipages et leurs organisations.

Art. 22

Seront complètement et réciproquement affranchis des droits de tonnage et d'expédition:

a) les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

b) les navires qui, en passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusiers ports du même Etat, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer leur chargement, justifieront *avoir déjà acquitté ces droits;*

c) les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce. Les droits et taxes sanitaires seront acquittés dans tous les cas.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées lorsque l'Administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 23

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes, entrant dans un des ports de l'autre Partie pour y décharger une partie de leur cargaison provenant de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance, qui d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

De la même manière, les navires respectifs pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter leur chargement destiné à l'étranger, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Art. 24

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins, et établissements pour le sauvetage et l'emmagasinage de la cargaison, des navires et autres objets en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a pas été fait réellement usage des établissements et institutions visés au paragraphe I de cet article.

Art. 25

Tout navire de l'une des Hautes Parties contractantes, qui serait forcé par des tempêtes ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si cependant le capitaine d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes fît naufrage, échouât ou souffrît quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant en cas de besoin de déposer à terre ses marchandises, ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements, et tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis au propriétaire ou à ses délégués, sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire au d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire italien ou hellénique dans le ressort duquel le naufrage ou l'échouement aura eu lieu.

Lesdits Consuls, propriétaires ou agents ne payeront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

Art. 26

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat, auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des Parties contractantes, mesurés selon des règles basées sur la méthode anglaise (système Moorson) ne seront pas assujettis dans les ports de l'autre Partie, pour le payement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, la capacité nette de registre inscrite sur les papiers de bord étant considérée comme équivalente à la capacité nette de registre des navires nationaux.

Art. 27

Dans les ports de Grèce et réciproquement dans les ports d'Italie, les capitaines des navires de commerce italiens et réciproquement les capitaines des navires de commerce helléniques, dont les équipages ne seraient plus au complet par suite de maladie ou autres causes, pourront, en se conformant aux lois et règlements de police locaux, engager les marins nécessaires à la continuation du voyage, étant entendu que l'engagement, toujours librement consenti par le marin, sera conclu en conformité de la loi du pavillon du navire.

Les Autorités Consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes, ayant leur siège dans le territoire de l'autre, recevront de la part des autorités locales telle aide et assistance qui serait requise en vue de l'arrestation des déserteurs des navires battant pavillon de leurs pays, à l'exception des ressortissants de l'autre Partie contractante.

Art. 28

Le traitement des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée ne s'étend pas:

a) à l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encoura-

gements à l'industrie des constructions navales et à l'exercice de la navigation, au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales;

b) aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique;

c) à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime;

d) à l'émigration et au transport des émigrants.

Toutefois un accord spécial pourra être conclu à ce sujet entre les Hautes Parties contractantes, étant entendu que cet accord ne contiendrait aucune disposition discriminatoire de *jure ou de facto* au préjudice du drapeau de l'autre Partie contractante vis-à-vis des tiers pays auxquels un pareil droit serait éventuellement accordé en ce qui concerne la compétence et les modalités de jugement de la capacité des navires pour le transport d'émigrants;

e) au cabotage qui est réservé aux navires nationaux.

Dans le sens du terme cabotage est inclu tout transport de marchandises, qui, même voyageant accampagnées d'un connaissement direct et indépendamment de leur provenance ou de leur déstination, sont transbordées, immédiatement ou non, dans les ports de l'une des Hautes Parties contractantes, pour être transportées dans un autre port de la même Partie contractante. Les mêmes dispositions s'appliquent en matière de transport de passagers même munis de billets directs;

f) à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des deux Etats.

Art. 29

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ouvrir, aussitôt que possible, des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords spéciaux pour assurer, dans la plus large mesure possible, aux travailleurs de chacun des deux Pays sur le territoire de l'autre et à leurs ayants-droit l'égalité de traitement avec les nationaux en tout ce qui touche l'application des lois concernant la protection du travail, l'assistance médicale et hospitalière et les assurances sociales contre les différents risques.

Art. 30

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Athènes aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans après laquelle le présent Traité pourra être dénoncé en tout temps, en restant en vigueur pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à San Remo, en double expédition le 5 novembre 1948.

Pour l'Italie — SFORZA

Pour la Grèce — TSALDARIS

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LEGGE 27 ottobre 1950, n. 887.

Provvedimenti a favore dei lavoratori assicurati per la tubercolosi.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

L'indennità temporanea prevista dall'art. 16 del regio decreto-legge 14 aprile 1939, n. 636, e i relativi assegni integrativi di cui al decreto legislativo luogotenenziale 9 novembre 1945, n. 776, e successive modificazioni, nonchè gli assegni di caropane previsti dal decreto legislativo 16 luglio 1947, n. 770, e successive modificazioni, sono corrisposti per tutta la durata del ricovero dell'assicurato in casa di cura.

L'assegno di cui all'art. 4 del citato decreto legislativo luogotenenziale 9 novembre 1945, n. 776, e successive modificazioni, è del pari corrisposto per tutta la durata del ricovero dell'assicurato in casa di cura.

Art. 2.

Il trattamento di cui al precedente art. 1 è esteso ai maestri elementari e ai direttori didattici obbligatoriamente assicurati contro la tubercolosi ai sensi del regio decreto-legge 21 dicembre 1938, n. 2202.

La decorrenza delle prestazioni economiche di cui al comma precedente è fissata dal giorno in cui cessa la corresponsione di qualsiasi emolumento da parte dell'Amministrazione dalla quale gli assicurati dipendono.

L'art. 3 del regio decreto-legge 21 dicembre 1938, n. 2202, è abrogato.

Art. 3.

La misura dell'assegno integrativo per i figli a carico previsto dall'art. 1, secondo comma, del decreto legislativo luogotenenziale 9 novembre 1945, n. 776, e successive modificazioni, è aumentata a lire 30 giornaliere.

Art. 4.

Il pagamento della maggiorazione dell'indennità temporanea per ogni figlio a carico degli assicurati per la tubercolosi, di cui all'art 16 del regio decreto-legge 14 aprile 1939, n. 636, è eseguito arrotondando a lira intera le frazioni superiori a 50 centesimi della misura giornaliera della maggiorazione stessa e trascurando le altre frazioni.

Art. 5.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo alla sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 ottobre 1950

EINAUDI

DE GASPERI — MARAZZA — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI

LEGGE 4 novembre 1950, n. 888.

Compensi a favore dei componenti e segretari delle commissioni, consigli, comitati e collegi comunque denominati operanti nelle Amministrazioni statali anche con ordinamento autonomo e delle commissioni giudicatrici dei concorsi per l'ammissione di personale nelle Amministrazioni dello Stato anche con ordinamento autonomo.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

A ciascuno dei componenti o segretari di commissioni, consigli, comitati e collegi, comunque denominati — anche non previsti da disposizioni legislative — operanti nelle Amministrazioni dello Stato, anche con ordinamento autonomo, è corrisposto un gettone di presenza per ogni giornata di partecipazione alle relative riunioni.

Il gettone di presenza è stabilito in lire 500 per gli appartenenti all'Amministrazione dello Stato o di enti pubblici e in lire 1000 per gli estranei alle medesime.

Qualora disposizioni particolari prevedano altri emolumenti in aggiunta al gettone, questo è ridotto a metà.

Art. 2.

Non può essere attribuito ad un medesimo funzionario, anche se componente o segretario di più commissioni, un numero di presenze superiori a 15 in ogni mese, esclusa la compensazione tra mesi diversi.

Non sussiste alcun riferimento al limite di cui al precedente comma qualora la retribuzione dei componenti di commissioni, consigli, comitati e collegi sia regolata da disposizioni speciali con sistema diverso da quello dei gettoni di presenza; e qualora sia regolata con sistema misto, il limite medesimo si applica soltanto per la parte costituita dai gettoni di presenza.

Art. 3.

Agli effetti del trattamento di cui all'art. 1, l'istituzione di commissioni, consigli, comitati e collegi, che non siano previsti da disposizioni legislative o regolamentari, deve avere luogo con decreto Ministeriale da adottarsi di concerto col Ministro per il tesoro.

Art. 4.

Qualora il trattamento economico di commissioni, consigli, comitati e collegi sia regolato da disposizioni speciali con sistema diverso da quello dei gettoni di presenza, ai segretari compete il medesimo trattamento economico previsto per i componenti.

Il precedente comma non si applica qualora il trattamento economico dei segretari già abbia una particolare disciplina, e se il trattamento economico fra i componenti risulti differenziato in rapporto alla funzione o alla carica, ai segretari compete quello meno elevato.

Art. 5.

A ciascuno dei membri delle commissioni giudicatrici dei concorsi per esami oppure per titoli ed esami, per l'ammissione di personale di gruppo *A* e *B* o equiparato nelle Amministrazioni dello Stato, anche con ordinamento autonomo, è corrisposto un compenso di lire 50 per ogni prova scritta esaminata. Per le prove pratiche il compenso è stabilito in lire 30.

Per i concorsi per titoli ed esami è corrisposto inoltre, a ciascun membro, un compenso di lire 40 per l'esame dei titoli di ogni concorrente ammesso al concorso.

Quando si tratti di concorsi per soli titoli è corrisposto a ciascun membro, per ogni concorrente ammesso al concorso, un compenso di lire 60.

Per le prove orali è corrisposto a ciascun membro, per ogni concorrente che abbia sostenuto la prova, un compenso di lire 80.

Le retribuzioni suddette assorbono i gettoni di presenza.

Art. 6.

I compensi indicati nel precedente articolo sono maggiorati del 300 % per i componenti i quali risiedono in località distanti 100 km. o più dal Comune in cui hanno luogo gli esami o gli scrutini e sono maggiorati del 150 % per i membri residenti in località a meno di 100 km. Essi assorbono, oltre il gettone di presenza, il trattamento economico di missione, salvo quanto previsto dal seguente comma.

Ai componenti spetta il trattamento economico di missione soltanto per il tempo impiegato nel viaggio per raggiungere la sede degli esami e per tornare nell'ordinaria residenza, oltre il rimborso delle spese di trasporto personale, integrate di due decimi.

Ai medesimi componenti, qualora partecipino a più commissioni per concorsi nella stessa o in diverse Amministrazioni statali, la maggiorazione di cui al primo comma spetta, per i lavori espletati in ogni singola giornata, limitatamente a quelli della sola commissione che comporti il trattamento più favorevole.

Art. 7.

Il trattamento risultante dall'applicazione dell'articolo 5 e del primo comma dell'art. 6 è ridotto di un terzo quando trattasi di concorsi per l'ammissione di personale di gruppo *C* o di concorsi di ammissione alla carriera di sottufficiale delle Forze armate dello Stato o per l'ammissione di personale subalterno, salariato o equiparato.

Il trattamento risultante dall'applicazione dell'art. 5 e del primo comma dell'art. 6 è raddoppiato per i concorsi di grado 7° e superiori.

Art. 8.

Il trattamento complessivo da corrispondersi a ciascun membro di commissione non potrà essere inferiore alla somma spettante per 50 candidati che sostengano tutte le prove d'esame del concorso.

Art. 9.

Per i concorsi a cattedre universitarie il compenso complessivo non potrà essere inferiore per ciascun componente a lire 15.000 per i commissari in sede e a lire 50.000 per i commissari fuori sede.

Art. 10.

Le commissioni giudicatrici dei concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio, di cui all'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, che abbiano un numero di candidati ammessi superiore a 2500 si suddividono, in applicazione del secondo comma dell'art. 15 del decreto

legislativo 21 aprile 1947, n. 373, in sottocommissioni con non meno di quattro membri, in essi compreso un funzionario di gruppo *A* del Ministero della pubblica istruzione. In tal caso si istituiscono tante sottocommissioni quanti sono, a partire dal primo, i gruppi di 2500 o frazione eccedenti i 2500 candidati ammessi, salvo a ripartire il totale dei candidati in numero uguale tra le sottocommissioni istituite.

La suddivisione in sottocommissioni, come al precedente comma, è effettuata anche per i concorsi per l'ammissione di qualsiasi personale in tutte le Amministrazioni statali, anche con ordinamento autonomo, qualora il numero dei candidati superi i 2500 se trattisi di concorsi per titoli e i 1250 se trattisi di concorsi per esami o per titoli ed esami.

In caso di suddivisione in sottocommissioni spettano ai membri di una commissione soltanto i compensi relativi al numero dei candidati assegnati ad una sottocommissione.

Il compenso complessivo al presidente sarà calcolato sulla base dei candidati assegnati alla sottocommissione più numerosa.

Art. 11.

Ai segretari delle commissioni giudicatrici dei concorsi compete lo stesso trattamento economico previsto per i componenti la commissione e in caso di suddivisione in sottocommissioni soltanto quello inerente a una sottocommissione.

Art. 12.

Alla copertura dell'onere risultante dalla presente legge per il corrente esercizio finanziario vengono destinate, per l'importo di lire 550.000.000, corrispondenti aliquote delle maggiori entrate di cui alla legge 1° giugno 1950, n. 155.

Con decreti del Ministro per il tesoro saranno apportate le opportune variazioni di bilancio.

Art. 13.

Le indennità spettanti in base al decreto legislativo 2 settembre 1946, n. 483, ai commissari per i concorsi indetti dal Ministero della pubblica istruzione con bandi pubblicati dopo il 1° gennaio 1947, sono aumentate del settanta per cento.

La misura delle indennità previste dal comma precedente si applica anche ai commissari dei concorsi per maestri elementari indetti dopo il 1° gennaio 1947.

Non sono ripetibili le maggiori somme che eventualmente risultino corrisposte per i concorsi di cui al precedente comma già interamente espletati dalla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 14.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 novembre 1950

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 ottobre 1950.

Rimozione dalla carica del sindaco di Pieve Santo Stefano (Arezzo).

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Il sindaco di Pieve Santo Stefano (Arezzo), sig. Ezio Leonardi, prendendo spunto da una discussione in corso sull'andamento delle operazioni belliche in Corea, si abbandonava, in luogo pubblico ed a voce alta, ad aspre critiche verso il Governo ed altri organi dello Stato e profferiva, poi, frasi di grave vilipendio verso le Forze armate italiane, che provocavano il risentimento e la deplorazione di alcuni presenti, tra cui un ufficiale dell'esercito, la cui giusta reazione induceva il Leonardi al assumere, verso costoro, un atteggiamento offensivo e provocatorio che, senza il tempestivo intervento moderatore di terze persone, avrebbe certamente determinato più clamorosi e gravi incidenti.

L'episodio suscitava i più sfavorevoli commenti nella popolazione che mal conciliava il contegno violento del sindaco e le gravi frasi da lui pronunciate, con la sua qualità di primo esponente della cittadinanza.

Considerato, pertanto, che col suo comportamento intemperante e pubblicamente oltraggioso delle istituzioni dello Stato, il Leonardi — che risulta denunziato all'autorità giudiziaria per il reato di vilipendio alle Forze armate — era venuto meno ai doveri delle sue funzioni, ponendo le premesse di gravi turbative dell'ordine pubblico, il Prefetto di Arezzo, con decreto del 5 ottobre 1950, lo ha sospeso dalla carica di sindaco e ne ha proposto la rimozione, a' sensi dell'art. 149 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale.

Ritenuto che, nel caso, ricorrono gli estremi di legge per far luogo a tale provvedimento, è stato predisposto l'unito schema di decreto che mi onoro di sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma e col quale, per sanzionare adeguatamente l'operato del sindaco Leonardi, viene stabilita la sua ineleggibilità alla carica per il periodo di tre anni, a' termini del comma ottavo del citato art. 149.

Roma, addì 20 ottobre 1950

Il Ministro: SCELBA

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che il sindaco di Pieve Santo Stefano (Arezzo), signor Ezio Leonardi, col suo operato intemperante e pubblicamente oltraggioso delle Forze armate italiane — oggetto anche di denunzia all'autorità giudiziaria — è venuto meno ai doveri della carica, creando le premesse di gravi perturbamenti dell'ordine pubblico;

Ritenuto che ricorrono gli estremi di cui all'art. 149, settimo comma, del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale, per ordinarne la rimozione dalla carica;

Visti il testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148, ed il relativo regolamento, nonchè il decreto legislativo luogotenenziale 7 gennaio 1946, n. 1;

Sulla proposta del Ministro per l'interno;

Decreta:

Il signor Ezio Leonardi, sindaco di Pieve Santo Stefano (Arezzo), è rimosso dalla carica e non potrà essere rieletto se non dopo tre anni dalla data del presente decreto.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 25 ottobre 1950

EINAUDI

SCELBA

(4885)

DECRETO MINISTERIALE 27 ottobre 1950.

Ricostituzione del Collegio sindacale della Cassa rurale ed artigiana di Monteforte Cilento (Salerno), in liquidazione.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933 e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Vista la deliberazione assembleare del 5 febbraio 1938, relativa allo scioglimento anticipato ed alla messa in liquidazione della Cassa rurale ed artigiana di Monteforte Cilento, società cooperativa in nome collettivo avente sede nel comune di Monteforte Cilento (Salerno);

Considerato che i componenti il Collegio sindacale della predetta azienda, di nomina assembleare, sono in parte deceduti ed in parte hanno declinato l'incarico;

Ritenuta pertanto l'opportunità di procedere ai sensi dell'art. 86-*bis* del citato regio decreto-legge n. 375, alla ricostituzione dell'intero Collegio sindacale;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il dott. Ferdinando Pagano è nominato presidente del Collegio sindacale della Cassa rurale ed artigiana di Monteforte Cilento (Salerno), i signori avv. Alessandro Gorga e Emilio Farro sono nominati sindaci effettivi ed i signori Domenico Trotta e Vittorio Gorga sono nominati sindaci supplenti dell'azienda stessa, ai sensi dell'art. 86-*bis* del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4856)

DECRETO MINISTERIALE 27 ottobre 1950.

Nomina del direttore generale dell'Istituto di credito agrario per la Sardegna, con sede in Sassari.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto lo statuto dell'Istituto di credito agrario per la Sardegna, con sede in Sassari, approvato con proprio decreto 10 novembre 1949;

Vista la deliberazione adottata dal Consiglio di amministrazione del predetto Istituto nella riunione del 22 luglio 1950, con la quale veniva proposto il ragioniere Oreste Pieroni per la nomina a direttore generale dell'Istituto stesso;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il rag. Oreste Pieroni è nominato direttore generale dell'Istituto di credito agrario per la Sardegna, con sede in Sassari, con il trattamento giuridico ed economico stabilito nel regolamento per il personale dell'Istituto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4860)

DECRETO MINISTERIALE 3 novembre 1950.

Costituzione delle Commissioni per la risoluzione delle controversie in merito alla valutazione dei tabacchi consegnati allo stato sciolto ai Magazzini generali delle concessioni speciali.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 4 del regio decreto-legge 30 novembre 1933, n. 2435, modificato dall'art. 1 della legge 22 maggio 1939, n. 765, e dall'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 23 novembre 1944, n. 404, concernenti la disciplina dei rapporti fra i titolari di concessioni speciali ed i coltivatori di tabacco:

Visto l'art. 1 del regolamento approvato con regio decreto 25 gennaio 1940, n. 107, modificato dall'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 8 agosto 1945, n. 542;

Decreta:

Le Commissioni per la risoluzione delle controversie che potranno sorgere fra coltivatori e concessionari in merito alla valutazione dei tabacchi che saranno consegnati allo stato sciolto fino al 31 ottobre 1951 nei Magazzini generali delle concessioni speciali esistenti nelle circoscrizioni delle sottoindicate Direzioni compartimentali coltivazioni tabacchi sono costituite come appresso:

Direzione compartimentale di Verona:

Duè dott. Gino, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Biagini dott. Giacomo, vice direttore di 1ª classe delle coltivazioni tabacchi, presidente supplente;

Mazzoni dott. Ugolino, membro titolare, designato dal Prefetto di Verona, in rappresentanza dei concessionari;

Magnani dott. Renzo, membro supplente, designato dal Prefetto di Verona, in rappresentanza dei concessionari;

Deganello Domenico, membro titolare, designato dal Prefetto di Verona, in rappresentanza dei coltivatori;

Bertolaso dott. Gino, membro supplente, designato dal Prefetto di Verona, in rappresentanza dei coltivatori.

Direzione compartimentale di Bologna:

Cirino dott. Carmine, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Marino dott. Mario, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente supplente;

Bendandi prof. Nullo, membro titolare, designato dal Prefetto di Bologna, in rappresentanza dei concessionari;

Olivari dott. Costantino, membro supplente, designato dal Prefetto di Bologna, in rappresentanza dei concessionari;

Venturini per. agr. Riccardo, membro titolare, designato dal Prefetto di Bologna, in rappresentanza dei coltivatori;

Cipelli geom. Ugo, membro supplente, designato dal Prefetto di Bologna, in rappresentanza dei coltivatori.

Direzione compartimentale di Firenze:

Marino dott. Mario, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Ferrari dott. Luigi, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente supplente;

Ciuffi Varo, membro titolare, designato dal Prefetto di Firenze, in rappresentanza dei concessionari;

Fontanelli Baldassare, membro supplente, designato dal Prefetto di Firenze, in rappresentanza dei concessionari;

Nezzi dott. Antonio, membro titolare, designato dal Prefetto di Firenze, in rappresentanza dei coltivatori;

Sacchi geom. Mario, membro supplente, designato dal Prefetto di Firenze, in rappresentanza dei coltivatori.

Direzione compartimentale di Perugia:

Sciola dott. Massimo, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Polchi dott. Giovanni, vice direttore di prima classe delle coltivazioni tabacchi, presidente supplente;

Rossi dott. Franco, membro titolare, designato dal Prefetto di Perugia, in rappresentanza dei concessionari;

Roti rag. Vincenzo, membro supplente, designato dal Prefetto di Perugia, in rappresentanza dei concessionari;

Mattioli dott. Luigi, membro titolare, designato dal Prefetto di Perugia, in rappresentanza dei coltivatori;

Manganelli Ettore, membro supplente, designato dal Prefetto di Perugia, in rappresentanza dei coltivatori;

Direzione compartimentale di Roma:

Ferrari dott. Luigi, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Ceschin dott. Alessandro, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente supplente;

Papi prof. Ciro, membro titolare, designato dal Prefetto di Roma, in rappresentanza dei concessionari;

Carboni per. agr. Pietro, membro supplente, designato dal Prefetto di Roma, in rappresentanza dei concessionari;

Gianni Pietro, membro titolare, designato dal Prefetto di Roma, in rappresentanza dei coltivatori;

D'Orazio dott. Leopoldo, membro supplente, designato dal Prefetto di Roma, in rappresentanza dei coltivatori.

Direzione compartimentale di Benevento:

De Bonis dott. Eugenio, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Troiano dott. Giacomo, ispettore superiore tecnico, presidente supplente;

Martino dott. Salvatore, membro titolare, designato dal Prefetto di Benevento, in rappresentanza dei concessionari;

Pisanelli dott. Vincenzo, membro supplente, designato dal Prefetto di Benevento, in rappresentanza dei concessionari;

Del Grosso dott. Vincenzo, membro titolare, designato dal Prefetto di Benevento, in rappresentanza dei coltivatori;

Villani per. agr. Carminan, membro supplente, designato dal Prefetto di Benevento, in rappresentanza dei coltivatori.

Direzione compartimentale di Cava dei Tirreni:

Boselli dott. Carlo, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Troiano dott. Giacomo, ispettore superiore tecnico, presidente supplente;

Benincasa dott. Michele, membro titolare, designato dal Prefetto di Salerno, in rappresentanza dei concessionari;

Scandizzo dott. Rocco, membro supplente, designato dal Prefetto di Salerno, in rappresentanza dei concessionari;

Bisogno Pietro, membro titolare, designato dal Prefetto di Salerno, in rappresentanza dei coltivatori;

Pisapia Vincenzo, membro supplente, designato dal Prefetto di Salerno, in rappresentanza dei coltivatori.

Direzione compartimentale di Lecce:

Dorsa dott. Gaetano, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Bartolucci dott. Amanzio, vice direttore di prima classe delle coltivazioni tabacchi, presidente supplente;

Lecciso dott. Gaetano, membro titolare, designato dal Prefetto di Lecce, in rappresentanza dei concessionari;

De Querquis dott. Francesco, membro supplente, designato dal Prefetto di Lecce, in rappresentanza dei concessionari;

Laudisa dott. Fioravante, membro titolare, designato dal Prefetto di Lecce, in rappresentanza dei coltivatori;

Siculella per. agr. Oronzo, membro supplente, designato dal Prefetto di Lecce, in rappresentanza dei coltivatori.

Direzione compartimentale di Palermo:

Boselli dott. Carlo, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Troiano dott. Giacomo, ispettore superiore tecnico, presidente supplente;

Maniscalco dott. Calcedonio, membro titolare, designato dal Prefetto di Palermo, in rappresentanza dei concessionari;

La Rocca Mario, membro supplente, designato dal Prefetto di Palermo, in rappresentanza dei concessionari;

Faraone Francesco, membro titolare, designato dal Prefetto di Palermo, in rappresentanza dei coltivatori;

Clemente Luciano, membro supplente, designato dal Prefetto di Palermo, in rappresentanza dei coltivatori.

Direzione compartimentale di Sassari:

Ferrari dott. Luigi, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente;

Ceschin dott. Alessandro, direttore delle coltivazioni tabacchi, presidente supplente;

Labor dott. Frasetto, membro titolare, designato dal Prefetto di Sassari, in rappresentanza dei concessionari;

Mura agron. Francesco, membro supplente, designato dal Prefetto di Sassari, in rappresentanza dei concessionari;

Solinas dott. Pompeo, membro titolare, designato dal Prefetto di Sassari, in rappresentanza dei coltivatori;

Dettori Giovanni, membro supplente, designato dal Prefetto di Sassari, in rappresentanza dei coltivatori.

Roma, addì 3 novembre 1950

Il Ministro: VANONI

(4884)

DECRETO MINISTERIALE 8 novembre 1950.

Nomina del presidente della Camera di commercio, industria e agricoltura di Grosseto.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, concernente la soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia e la ricostituzione delle Camere di commercio, industria ed agricoltura e degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;

Visto il decreto interministeriale 2 ottobre 1946, con il quale fu provveduto alla nomina del presidente della Giunta della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Grosseto;

Visto il decreto interministeriale 31 luglio 1950, con il quale è stata sciolta la Giunta della Camera di commercio, industria ed agricoltura predetta ed è stato nominato commissario straordinario della Camera stessa il Prefetto della Provincia.

Considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione dei normali organi della citata Camera;

Decreta:

Art. 1.

Il sig. Delfo Fabbrini è nominato presidente della Giunta della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Grosseto.

Art. 2.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 novembre 1950

Il Ministro per l'industria e per il commercio
TOGNI

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
SEGNI

(4895)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di coltivazioni arboree presso la Facoltà di agraria della Università di Pisa

Ai sensi dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di agraria dell'Università di Pisa è vacante la cattedra di coltivazioni arboree, cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(4910)

Diffida per smarrimento di certificato di studio

L'Istituto superiore navale di Napoli rilasciò in data 28 settembre 1945, al sig. *Alfredo Ammendola di Giuseppe*, un certificato di iscrizione a quel corso di laurea in scienze economico-marittime.

Detto documento non può avere alcun valore poichè l'iscrizione al corso universitario è stata successivamente annullata. Se ne dà notizia diffidando gli eventuali possessori del documento stesso a consegnarlo all'Istituto superiore navale di Napoli.

(4911)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione del Consorzio di miglioramento fondiario Pozzo irriguo Leopoldo Reverberi in Salvatezza, con sede nel comune di Casalgrande Emilia, e nomina della Deputazione provvisoria dell'ente.

Con decreto del Presidente della Repubblica 13 marzo 1950, registrato alla Corte dei conti il 18 ottobre 1950, registro n. 61, foglio n. 109, su proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste è stato costituito, ai sensi e per gli effetti degli articoli 55 e 71 del decreto legislativo 13 febbraio 1933, n. 215, il Consorzio di miglioramento fondiario denominato Pozzo irriguo Leopoldo Reverberi in Salvatezza, con sede nel comune di Casalgrande Emilia.

Con lo stesso decreto è stata nominata la Deputazione provvisoria dell'ente, nelle persone dei signori: Giacobazzi Dario, presidente; Rompianesi Ubaldo, Caiti Arturo, Compagni Michele e Rivi Alfeo, membri.

(4908)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Passaggio dal pubblico Demanio aeronautico al patrimonio dello Stato degli immobili costituenti l'« ex Aeroporto di La Comina ».

Con decreto del Ministro per la difesa-Aeronautica, di concerto col Ministro per le finanze, in data 9 maggio 1950, n. 316, registrato alla Corte dei conti addì 9 ottobre 1950, al registro n. 6 Aeronautica, foglio n. 88, è stata dismessa dal pubblico Demanio aeronautico e trasferita tra i beni patrimoniali dello Stato, una zona di terreno sita nel comune di San Quirino, e distinta in catasto alla partita 913, intestata al Demanio pubblico dello Stato (ramo aeronautico) al foglio di mappa 59, particelle numeri 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 e 18, per una superficie di Ha 40.20.40.

(4886)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffide per smarrimento di mezzi fogli compartimentali semestrali

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 12

E' stato denunziato lo smarrimento del mezzo foglio compartimentale del certificato Consolidato 3,50% (1906) n. 56297 dell'annua rendita di L. 42 intestato a Spetalieri Pietro fu Vincenzo, domiciliato in Adernò, con vincolo a favore della Camera notarile di Catania.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* senza che siano state notificate opposizioni, si procederà, ai termini dell'art. 168 del regolamento generale sul Debito pubblico alla chiesta operazione.

Roma, addì 7 settembre 1950.

Il direttore generale: DE LIGUORO

(3953)

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 11

E' stata chiesta la rinnovazione dei certificati del Consolidato 3,50 % (1906) n. 392.950, n. 392.951, n. 392.952, dell'annua rendita di L. 70 ciascuno, intestati a Della Camera Stefano fu Emidio, domiciliato a Morcone (Benevento), ipotecati per cauzione dovuta da Delli Venneri Luigi di Nicola e Delli Venneri Tommaso fu Gennaro, quali esattori delle imposte dirette del comune di Morcone, e contenenti a tergo dichiarazione di cessione a favore del predetto Delli Venneri Tommaso fu Gennaro.

Poichè detti certificati sono mancanti del secondo mezzo foglio di compartimenti già usato per la riscossione degli interessi semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano state notificate opposizioni, si procederà alla chiesta operazione ai sensi dell'art. 168 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con regio decreto-legge 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 7 settembre 1950.

Il direttore generale: DE LIGUORO

(3952)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di titoli provvisori di buoni del Tesoro 5 % (1959)

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 22.

In applicazione dell'art. 9 del decreto Ministeriale 22 dicembre 1949 e dell'art. 230 del regolamento generale sul Debito pubblico 19 febbraio 1911, n. 298, è stato denunziato lo smarrimento dei sottoindicati titoli provvisori di buoni del Tesoro novennali 5 % 1959:

Serie e numero		Ufficio che ha emesso il titolo	Persona che ha denunziato lo smarrimento	Capitale nominale
				Lire
Serie A	381696	Sezione Tesoreria provinciale di Asti	Viganò Anita di Federico, dom. ad Asti, corso Dante, 58.	5.000
Id.	381697	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310242	Sezione Tesoreria provinciale di Roma	Cutrona Agata fu Giuseppe ved. Ragonese, dom. in Roma, largo Don Morosini, 2.	5.000
Id.	310243	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310244	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310245	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310246	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310247	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310248	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310249	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310250	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310251	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310252	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310253	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310254	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310255	Come sopra	Come sopra	5.000
Id.	310256	Come sopra	Come sopra	5.000
Serie B	326238	Sezione Tesoreria provinciale di Asti	Pettazzi Orsola fu Clemente, gerente dell'Ufficio postale e telegrafico di Rocchetta Tanaro (Asti).	10.000
Id.	326239	Come sopra	Come sopra	10.000

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i titoli definiti corrispondenti a quelli provvisori smarriti.

Roma, addì 23 ottobre 1950

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4623)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEI TRASPORTI

Assunzione in prova di due candidati idonei, oltre i vincitori, del concorso a venti posti di allievo ispettore, fra laureati in economia e commercio, bandito con decreto Ministeriale 27 luglio 1949, n. 513.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto Ministeriale 21 giugno 1950, n. 5578, registrato alla Corte dei conti il 5 luglio 1950 al registro n. 18, foglio n. 48, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso a venti posti di allievo ispettore in prova fra laureati in economia e commercio;

Visto l'art. 11 del regio decreto-legge 17 novembre 1938, n. 1785, concernente la facoltà di nominare, entro il limite massimo di un decimo dei posti messi a concorso, i candidati risultati idonei nella relativa graduatoria;

Visto il parere favorevole espresso dal Consiglio di amministrazione nella seduta del 21 giugno 1950, circa l'opportunità di chiedere alla Presidenza del Consiglio dei Ministri l'autorizzazione per l'aumento del decimo dei posti messi a concorso;

Vista la nota n. 83503/12106.2.15 del 1° agosto 1950, con cui la prefata Presidenza autorizza questa Amministrazione a far luogo all'assunzione, in ordine di graduatoria, di due idonei oltre i vincitori, in applicazione del succitato regio decreto-legge n. 1785;

Vista la relazione della Direzione generale delle ferrovie dello Stato Servizio personale ed affari generali n. P.A.G. 41/24/233/168304, in data 26 settembre 1950;

Sentito il Consiglio di amministrazione;

Decreta:

Articolo unico.

L'Amministrazione ferroviaria è autorizzata ad assumere in prova — con la qualifica di allievo ispettore — con decorrenza 1° novembre 1950, i sottoelencati candidati riusciti idonei nel concorso a venti posti di allievo ispettore in prova fra laureati in economia e commercio:

1) Lopez dott. Tommaso, 21° in graduatoria;
2) Campanile dott. Attilio, 22° in graduatoria.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 ottobre 1950

Il Ministro: D'ARAGONA

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *ottobre* 1950
Registro Ufficio risc. ferrovie n. 19, *foglio n.* 258. — CASABURI

(4890)

PREFETTURA DI TERAMO

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Teramo

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TERAMO

Visto il decreto prefettizio in data 10 giugno 1947, n. 9056, con il quale veniva indetto concorso per titoli ed esami a posti di veterinario condotto vacanti in questa provincia;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione giudicatrice del concorso stesso, nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in data 22 marzo 1949, n. 20400/IAO/151 e successive modifiche;

Visti gli atti relativi ai lavori della predetta Commissione e riconosciuta la regolarità del procedimento;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso di cui in narrativa:

1.	Ricci Bitti dott. Paolo	punti	134,66	su 150
2.	Monteverde dott. Giulio	»	129,04	»
3.	Di Matteo dott. Piero	»	124,87	»
4.	De Fabrizio dott. Gaetano	»	121,50	»
5.	Pensieri dott. Vincenzo	»	107,85	»
6.	Baiocchi dott. Alfonso	»	107,31	»
7.	Paganelli dott. Augusto	»	101,06	»
8.	Buonacucina dott. G. Battista	»	94,87	»
9.	Nicodemi dott. Bruno Mario	»	94,14	»
10.	Guerrieri dott. Vincenzo	»	92,96	»
11.	Angelucci dott. Publio	»	92,20	»
12.	Foglia dott. Ugo	»	91,03	»
13.	Ranalletta dott. Antonio	»	88,81	»
14.	Marrone dott. Pietro	»	87,91	»
15.	Gatti dott. Berardino	»	85,80	»
16.	De Laurentiis dott. Filippo	»	85,55	»
17.	Lotti dott. Alfonso	»	83,37	»
18.	Cuarcetti dott. Ferruccio	»	78,35	»
19.	Liberati dott. Gino	»	74,48	»
20.	Mannucci dott. Guido	»	74,27	»
21.	Zuccarini dott. Luigi	»	74 —	»
22.	Ricci dott. Renato	»	72,15	»
23.	Pellegrino dott. Guido	»	72,08	»
24.	Di Lillo dott. Giovanni	»	71,83	»
25.	Lupi dott. Norberto	»	67,84	»
26.	Carbone dott. Francesco	»	66,63	»
27.	Fontana dott. Domenico	»	65,70	»
28.	De Meo dott. Angiolino	»	62,90	»
29.	D'Annibale dott. Aldo	»	62,85	»
30.	Di Biagio dott. Guido	»	62,29	»
31.	Striglioni dott. Lamberto	»	60,37	»
32.	Giancola dott. Costantino	»	58,31	»
33.	Capuani dott. Pietro	»	54,20	»
34.	Mancini dott. Almeide	»	53 —	»
35.	Di Francesco dott. Rocco	»	52,81	»

La presente graduatoria sarà inserita e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Teramo e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura ed in quello dei Comuni interessati.

Teramo, addì 14 ottobre 1950

Il prefetto: GIANNITRAPANI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TERAMO

Visto il decreto in data odierna, n. 13207, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso per titoli ed esami a posti di veterinario condotto vacanti in questa Provincia, di cui al bando 10 giugno 1947, n. 9056;

Viste le domande dei candidati nelle quali vengono indicate le sedi in ordine di preferenza;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori per il posto a fianco di ciascuno segnato:

Ricci Bitti dott. Paolo: Roseto degli Abruzzi (condotta unica);

Monteverde dott. Giulio: Bellante (condotta unica);

De Fabrizio dott. Gaetano: Montorio al Vomano-Cortino (consorzio);

Pensieri dott. Vincenzo: Cellino Attanasio-Cermignano-Penna Sant'Andrea (consorzio);

Baiocchi dott. Alfonso: Nereto-Corropoli-Torano Nuovo (consorzio);

Paganelli dott. Augusto: Civitella del Tronto (condotta unica);

Buonacucina dott. G. Battista: Isola del Gran Sasso-Tossicia-Castelli-Colledara-Castel Castegna (consorzio).

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Teramo e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura ed in quello dei Comuni interessati.

Teramo, addì 14 ottobre 1950

Il prefetto: GIANNITRAPANI

(4838)

PREFETTURA DI TREVISO

Graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Treviso

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TREVISO

Visto il proprio precedente decreto in data 18 maggio 1948, con il quale veniva approvata la graduatoria delle candidate idonee formata dalla Commissione giudicatrice del concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Treviso alla data del 30 novembre 1946;

Vista la decisione del Consiglio di Stato 13 aprile 1949 25 giugno 1949, con la quale veniva annullato il concorso predetto limitatamente alla valutazione dei titoli delle concorrenti Pattaro, Follador, Paggin, Girardel, Mazza e Covre;

Visti gli atti del concorso, i verbali relativi ai lavori della Commissione giudicatrice e la graduatoria delle concorrenti da essa formulata in seguito alla citata decisione dal Consiglio di Stato e riconosciutane la regolarità;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, ed il regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti idonee al concorso di cui in premessa:

N.	Nome	Punti	
1.	Capovilla Ernesta	punti 71,875	su 100
2.	Bottaretto Antonietta	» 69,125	»
3.	Paggin Teresa	» 68,330	»
4.	Betto Teresa	» 67,250	»
5.	Ossi Carmela	» 64,625	»
6.	Breda Angela	» 63,875	»
7.	Dametto Luigia	» 62,750	»
8.	Borsoi Matilde	» 60,875	»
9.	Turri Maria	» 60,500	»
10.	Bergamin Giuseppina	» 59,500	»
11.	Casini Adelia	» 59,375	»
12.	Cosmin Iva	» 58,150	»
13.	Lucatello Maddalena	» 58,100	»
14.	Colognese Teresa	» 57,725	»
15.	Dobran Albina	» 57,000	»
16.	Favaro Santa	» 56,500	»
17.	Giacometti Irma	» 55,500	»
18.	Stefani Guerrina	» 55,125	»
19.	Dalla Torre Elena	» 54,625	»
20.	Covre Giuseppina	» 54,370	»
21.	Pedrazzoli Maria	» 53,750	»
22.	Battilana Vittoria	» 53.250	»
23.	Mazza Anna	» 53.170	»
24.	Dal Santo Bice	» 53,150	»
25.	Marcolongo Ester	» 53,000	»
26.	Pedrazzoli Prosperina	» 52,750	»
27.	Dalla Vecchia Caterina	» 52,500	»
28.	Giotto Gemma	» 52,000	»
29.	Girardel Noemi	» 51,950	»
30.	Marinello Lucia	» 51,250	»
31.	Bertolo Flora	» 51,125	»
32.	De Mario Bettina	» 51,000	»
33.	Tormena Romilda	» 50,875	»
34.	Follador Emma	» 50,810	»
35.	Bortoluzzi Glimma	» 50,750	»
36.	Piccoli Olga	» 50,525	»
37.	Zanella Alda	» 50,500	»
38.	Boldrin Esterina	» 50,000	»
39.	Lorenzato Dina	» 49,750	»
40.	Pattaro Palmira	» 48,850	»
41.	Donello Lina	» 48,375	»
42.	Stefani Giovanna	» 47,500	»
43.	Pastore Teresa	» 47,250	»
44.	Peccei Rita	» 46,875	»
45.	Battistuzzi Irma	» 46,750	»
46.	Bonatto Maria	» 46,250	»
47.	Momi Giustina	» 45,750	»
48.	Giotto Massimina	» 45,000	»
49.	Casarin Mirra	» 44,250	»
50.	Gallo Elena	» 43,875	»
51.	Ventura Adele	» 43,750	»
52.	Faroni Giuseppina	» 43,675	»
53.	Girardi Genoveffa	» 43,500	»
54.	Riello Giulietta	» 43,150	»
55.	Padovan Natalia	» 42,850	»
56.	Manfrin Ermida	punti 42,625	su 100
57.	Ceschin Vittoria	» 42,500	»
58.	Bianchin Maria	» 42,375	»
59.	Rebecca Carmela	» 41,550	»
60.	Piccoli Armida	» 41,500	»
61.	Baggio Renata	» 41,250	»
62.	Ramina Luigia	» 40,500	»
63.	Savio Angela	» 40,150	»
64.	Conte Irma	» 39,250	»
65.	Busnardo Elisabetta	» 39.000	»
66.	Gazzola Gilda	» 37,500	»
67.	Agostinetti Maria	» 36,750	»
68.	Carretta Edvige	» 35,750	»
69.	Fallier Emma	» 35,125	»
70.	Meneghetti Antonietta	» 34,325	»
71.	Zigiotti Maria	» 32,750	»

Treviso, addì 30 settembre 1950

Il prefetto: BRACALI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TREVISO

Visto il proprio precedente decreto in data 18 maggio 1948, con il quale veniva approvata la graduatoria delle candidate idonee formata dalla Commissione giudicatrice del concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti al 30 novembre 1946;

Visti i precedenti decreti prefettizi 20 maggio 1948, numero 14423/*B*; 7 ottobre 1948, nn. 19675 e 25421; 17 novembre 1948, n. 27328, relativi alla dichiarazione delle candidate vincitrici delle singole condotte messe a concorso;

Visto il decreto prefettizio 12 maggio 1949, n. 31209, con il quale la ostetrica Lorenzato Dina, in seguito a rinunzia della concorrente Bottaretto Antonia, veniva dichiarata vincitrice del concorso per la condotta ostetrica del comune di Paese facendo salva ogni ulteriore determinazione qualora venisse accolto il ricorso pendente avanti al Consiglio di Stato;

Vista la decisione del Consiglio di Stato 13 aprile 1949-25 giugno 1949, con la quale veniva annullato il concorso predetto limitatamente alla valutazione dei titoli delle concorrenti Pattaro, Follador, Paggin, Girardel, Mazza e Covre;

Visto il proprio decreto 30 settembre 1950, n. 19228, con il quale viene approvata la nuova graduatoria del concorso come è stata modificata dalla Commissione giudicatrice del concorso in seguito alla citata decisione del Consiglio di Stato;

Visti gli atti del concorso;

Visto il testo unico 27 luglio 1941, n. 1265, ed il regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I decreti prefettizi 20 maggio 1948, n. 14423/*B*; 7 ottobre 1948, n. 13675 e n. 25421; 17 novembre 1948, n. 27328, di cui in premessa, sono confermati in ogni loro parte.

In sostituzione della ostetrica Lorenzato Dina è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del comune di Paese la ostetrica Follador Emma.

Treviso, addì 30 settembre 1950

Il prefetto: BRACALI

(4880)

PREFETTURA DI VARESE

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Varese

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il proprio decreto n. 17282 San. in data 23 giugno 1949, con il quale sono state assegnate le condotte mediche vacanti alla data del 30 novembre 1946 ai vincitori del concorso bandito con il decreto prefettizio n. 15032 San. del 27 giugno 1947;

Visto che il dott. Carlo Borgonzo, 4° graduato, vincitore della condotta medica di Gallarate, ha rinunziato alla nomina per la sede di Gallarate 3ª;

Dato atto che i dottori Rossi Gino (12° graduato), Carlo Vanoni (13°), Amleto Crippa (16°), Bruno Pari (17°), Ubaldo Possaghi (18°), Canzio Gallotti (20°), Luigi Gilardi (22°), Vito Vitalone (24°), Tullio Rasia (25°), Carlo Vanzulli (29°), Vitto-

rio Ciavi (31°), Mario Daolio (32°), Nicola Simone (34°), Cesare Preite (35°), Stefano Morabito (36°), Giuseppe Casale (37°), Buffoli Riccardo (38°), Felice Del Vecchio (39°), Paolo Rosi (40°), e Domenico Conte (41°), hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Dato atto che il dott. Giuseppe Frattini, 42° graduato, è decaduto dalla nomina per non aver assunto servizio entro il termine stabilitogli;

Considerato che il dott. Nicola Geracioti, 43° graduato, ha diritto alla nomina, a termini di legge;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Nicola Geracioti, domiciliato a Spadola (prov. di Catanzaro), è assegnato alla terza condotta medica di Gallarate).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Varese, addì 2 novembre 1950

Il prefetto: VINCENTI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il proprio decreto n. 17282 San. in data 23 giugno 1949, con il quale sono state assegnate le condotte mediche vacanti alla data del 30 novembre 1946 ai vincitori del concorso bandito con il decreto prefettizio n. 15032 San. del 27 giugno 1947;

Dato atto che i dottori Canzio Gallotti (20° graduato), Enrico Locatelli (21°), Mario Parolari (28°), Mario Daolio (32°), Cesare Preite (35°), Giuseppe Casale (37°), Ferdinando Azimonti (46°), Valentino d'Osualdo (49°), e Angelo Orlandi (55°), hanno rinunziato alla nomina per la sede consorziale di Cavaria;

Rilevato che i dottori Luigi Bolognini (60°), Matteo Rainisio (65°), Lino Capietti (67°), Giuseppe Gouigoux (78°), sono successivamente decaduti dalla nomina per non avere assunto servizio entro il termine stabilitogli;

Considerato che il dott. Guido Perina, 80° graduato, ha diritto alla nomina a termini di legge;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Guido Perina, domiciliato a Besnate è assegnato alla condotta medica consorziale di Cavaria con Premezzo, Oggiona Santo Stefano, Jerago con Orago.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Varese, addì 26 ottobre 1950

Il prefetto: VINCENTI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il proprio decreto n. 17282 San. in data 23 giugno 1949, con il quale sono state assegnate le condotte mediche vacanti alla data del 30 novembre 1946 ai vincitori del concorso bandito con il decreto prefettizio n. 15032 San. del 27 giugno 1947;

Visto che il dott. Giorgio Pedrazzoli, 30° graduato, vincitore della condotta di Lonate Ceppino, ha rinunziato alla nomina per quella sede;

Dato atto che i dottori Nicola Simone (34° graduato), Domenico Conte (41°), Ferdinando Azimonti (46°), Giampietro Cabrini (52°), Bernardino Sonzini (54°), Giuseppe Valsecchi (58°), Ugo Bigliardi (59°), Antonio Maslowschi (63°), Rainisio Matteo (65°), Lino Capietti (67°), Eros Sandro Massarotti (69°) e Luigi Giuliani (73°), hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta e che questa pertanto si è resa nuovamente vacante;

Dato atto che il dottore Ercole Cerreti, 75° graduato, è decaduto dalla nomina per il cennato Comune, non avendovi assunto servizio entro il termine stabilitogli;

Considerato che il dott. Lorenzo Borini, 83° graduato, ha diritto alla nomina, ai sensi di legge;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Lorenzo Borini, domiciliato a San Pietro Capofiume (frazione del comune di Molinella, in provincia di Bologna) è assegnato alla condotta medica di Lonate Ceppino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Varese, addì 25 ottobre 1950

Il prefetto: VINCENTI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI VARESE

Visto il proprio decreto n. 17282 San. in data 23 giugno 1949, con il quale sono state assegnate le condotte mediche vacanti alla data del 30 novembre 1946 ai vincitori del concorso bandito con il decreto prefettizio n. 15032 San. del 27 giugno 1947;

Dato atto che i dottori Stefano Morabito (36° graduato), Giuseppe Casale (37°), Domenico Conte (41°), Giuseppe Frattini (42°), Ferdinando Azimonti (46°), Giuseppe Galli (64°), Matteo Rainisio (65°), Giulio Borgna (66°), Lino Capietti (67°), Leonardo Giudici (68°), Ercole Cerreti (75°), Renato Lazzari (76°), Giuseppe Gouigoux (78°), Giovanni Pagliarini (79°), Guido Perina (80°), Lorenzo Borini (83°), hanno rinunziato alla sede di Veddasca;

Dato atto che detta condotta è tuttora vacante e che ha diritto alla nomina, a termini di legge, il dott. Romolo Vernazza, 85° graduato, domiciliato a Lama Mocogno (prov. di Modena);

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Romolo Vernazza, domiciliato a Lama Mocogno (prov. di Modena), è assegnato alla condotta medica consorziale di Veddasca con Garabiolo di Maccagno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Varese, addì 25 ottobre 1950

Il prefetto: VINCENTI

(4894)

PREFETTURA DI ALESSANDRIA

Avviso di rettifica

Nella graduatoria del concorso a un posto di assistente del reparto chimico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Alessandria, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* in data 23 giugno 1950, n. 142, la votazione riportata dal candidato dott. Mortara Pietro, indicata in punti 127,6/225 deve intendersi rettificata in 147,6/225.

(4903)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.